

Pour une vraie sécurisation de l'emploi, Une loi contre les licenciements dans les groupes qui font du profit

Pas une semaine ne passe sans l'annonce d'un nouveau plan de licenciement massif par un groupe qui fait des bénéfices énormes. A chaque fois c'est le même refrain : "Entreprise en difficulté, restructuration pour sauver la compétitivité ..." alors qu'en réalité l'objectif est de faire encore davantage de profit.

Depuis quelques mois, des délégations de salariés en lutte venus de toute la France se rassemblent autour d'une proposition de loi nouvelle contre les licenciements dans les groupes qui font des bénéfices. L'initiative vient de "Licenci'elles", l'association des salariées des 3 suisses licenciées abusivement par un groupe qui réalise des profits colossaux. Les Licenci'elles ont dénoncé le fait qu'elles ne pouvaient pas porter plainte contre le plan de licenciement de 3 Suisses tant qu'elles n'avaient pas été licenciées !

Comme des centaines de milliers de salariés, elles savaient que le groupe 3Suisses n'avait aucune justification économique valable à leur licenciement au regard de la loi, mais qu'elles ne pouvaient pas pour autant empêcher leur patron de les licencier. Ensemble avec les Pilpa, Bigard, Crédit Agricole, Faurecia, FNAC, Ford, Fralib, Goodyear, PSA, Samsonite, Sodimedical, Sanofi, Sony, Valeo, ZF, Coca-Cola, Merck Serrono... elles ont décidé de rédiger une proposition de loi pour empêcher les licenciements, avant qu'il ne soit trop tard, dans les groupes qui font du profit.

Une loi nouvelle pour vraiment bloquer les licenciements lorsqu'ils sont interdits, c'était aussi une exigence portée par des milliers de salariées pendant la campagne de l'élection présidentielle. Le candidat Hollande est même allé à la rencontre des salariés en lutte de Goodyear et Fralib, en faisant la promesse que s'il devenait Président de la République il ferait voter en urgence une loi interdisant les licenciements dans les groupes qui font des profits.

Pour l'heure Hollande n'a toujours pas tenu cet engagement. Comme bien d'autres promesses de campagne qui ont permis la victoire de la gauche, celle de donner aux salariés le droit d'arrêter les plans de licenciements illégaux avant qu'ils n'aient lieu a disparu des écrans radars du gouvernement.

Pire, l'accord national sur la sécurisation de l'emploi, signé récemment par trois confédérations syndicales, ne va pas dans le bon sens en remettant en cause les principaux droits des salariés face aux licenciements économiques ! Ces confédérations sont-elles réellement en phase avec leurs adhérents et militants de terrain, dont beaucoup sont pourtant en lutte contre des plans de restructuration dont ils dénoncent les effets néfastes pour l'emploi ?

Mais nous n'avons pas l'intention de laisser cela arriver. Nous les représentants des salariés en lutte de Pilpa, Bigard, Crédit Agricole, Faurecia, FNAC, Ford, Fralib, Goodyear, PSA, Samsonite, Sodimedical, Sanofi, Sony, Valeo, ZF ... nous avons décidé d'agir pour que la loi que nous avons rédigée soit votée à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Nous avons besoin de cette loi dans les luttes que nous menons contre certaines des multinationales les plus puissantes de la planète qui licencient en masse pour accroître sans cesse leurs profits et le cours de leurs titres en bourse.

C'est pourquoi nous allons venir de toute la France et de dizaines d'entreprises, où nous nous battons pour nos emplois, pour nous retrouver :

LE MARDI 29 JANVIER 2013 A 14 Heures
POUR UN GRAND RASSEMBLEMENT
DEVANT
LE MINISTERE DU TRAVAIL

Ce sera le premier acte fort d'une bataille que nous engageons pour que Hollande, son gouvernement et la majorité de gauche au Parlement tiennent ses engagements en nous donnant les moyens de nous battre pour stopper nos licenciements avant qu'il n'aient lieu.

LES SALARIES EN LUTTE DE : Pilpa, Bigard, Crédit Agricole, Faurecia, FNAC, Ford, Fralib, Goodyear, PSA, Samsonite, Sodimedical, Sanofi, Sony, Valeo, ZF, Coca-Cola, Merck Serrono...